



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://www.ufpweb.org/fr/spip.php?article1719>

# Hautes turbulences dans les milieux d'affaires : Le vent qui annonce la tempête

- Z - Archives - Putsh militaire du 6 août 2008 - Articles et dépêches -



Date de mise en ligne : mercredi 28 janvier 2009

---

Union des Forces de Progrès

---

**La bonne santé des affaires, particulièrement dans les secteurs bancaire, hôtelier et du transport est incontestablement tributaire de l'existence d'un espace économique plus ou moins libéral et compétitif, accessible aux capitaux d'investissement étranger et prétendant à la conquête d'opportunités des marchés extérieurs.**

Elle est aussi tributaire surtout d'un climat politique stable qui pourrait au moins être proportionnel au "capital-risque" dans les pays à économies sous-développées comme la Mauritanie, où les faillites dès qu'elles surgissent deviennent irréversibles, contrairement aux nations avancées où des réserves épargnées à travers la vie entrepreneuriale, permettent de jubiler les krachs au sein des sociétés.

Mais la situation de turbulence politique dans laquelle végète actuellement notre pays depuis le coup d'Etat du 6 août dernier, donne matière à réflexion à la plupart de nos hommes d'affaires.

Présentement, ces derniers sont pris dans une tourmente qui pourrait être dévastatrice pour leurs richesses illégalement amassées à travers les années, au delà des simples impacts sérieux répercutés par la crise financière mondiale qui fait ses grandes vagues de tsunami économique généralisé.

Malgré leur appartenance à des cercles tribaux différents, au temps du régime de Sidioca, nos hommes d'affaires étaient devant des chances égales de fructifier leurs entreprises respectives, rompant relativement avec les trafics d'influence et autres méthodes de favoritisme reconnus aux systèmes politiques corrompus.

Habités à la gabegie sans frontière et aux détournements des deniers publics qui leur permettaient de sucer à la fois les ressources propres de l'Etat, ainsi que l'aide financière internationale, ces hommes d'affaires ne pouvaient qu'être aux premières loges des soutiens du coup d'Etat du 6 août dernier.

Si la première raison de leur élan était de fêter en grandes pompes la chute d'un régime politique défavorable à la prospection de leurs affaires illégales, le second motif, serait cette course traditionnelle dans laquelle ils excellent quand ils cherchent à rivaliser pour s'attirer les sympathies du nouveau pouvoir. Entendez par nouveau pouvoir ceux qui dirigent actuellement, mais également ceux qui sont virtuellement donnés par un concours de circonstances favorables comme prochains maîtres du pays.

Malheureusement, avec cette épée de Damoclès que représente l'isolement probable de la Mauritanie par la communauté internationale, dont le jour de vérité pourra sonner le 5 février prochain, l'heure serait plutôt à la politique du "sauve-qui-peut" si l'on n'arrive pas à sauver les autres.

Dans notre jargon "la vache fait plus attention à son veau, mais un jour, c'est plutôt d'elle qu'elle prend soin" (El bagra tem tgoul welli welli, ileyn tgoul rassi rassi). Pour ainsi dire, tous ces derniers mois, les hommes d'affaires ont scandé ouvertement leur soutien au HCE ; mais maintenant c'est d'eux-mêmes et de leurs fortunes propres aux sources douteuses qu'ils prennent soin. Le HCE est relégué au second rang depuis qu'il n'est plus assuré d'une légitimité intérieure et extérieure qui lui fait cruellement défaut.

A la l'analyse de la situation économique actuelle, il ne serait pas déplacé de dire qu'aujourd'hui et dans les prochains jours, la Mauritanie pourra enregistrer le record des transferts de capitaux vers l'étranger. Le pays n'est ni un paradis fiscal, pas plus qu'il n'est un espace stable pour la sécurité des fonds. Les entrepreneurs les plus optimistes pourront à peine attendre le jour où la Mauritanie sera qualifiée par la communauté internationale de "très mauvais élève" qui méritant mérite une sévère punition.

Des faits palpables prouvent déjà cet état de fait dont le premier serait l'épuisement quasi certain des devises à la Bcm et le second l'abandon par certaines sociétés internationales de leur exploitation sur notre territoire national, à l'instar de la compagnie pétrolière britannique Tullow Oil. Cette société compte mettre fin à ses activités dans notre pays, bien que certains essayent d'expliquer son possible retrait pas des raisons de non rentabilité.

Sur un autre plan, soulignons que le mécanisme des affaires ne s'est jamais départi à travers le temps de la règle "donner pour recevoir". C'est donc souvent un marché de dupes auquel on est exposé, que notre naïveté et notre innocence, conjuguées à l'astuce des hommes d'affaires, font perdre de vue à notre esprit, à notre clairvoyance.

En effet, quand un homme d'affaires injecte son argent dans une campagne politique, ce n'est point pour matérialiser des convictions intimes, mais, au contraire pour investir afin de faire des gains futurs.

C'est donc une question de marché d'intérêts, dès lors que les sacrifices consentis ne sont point désintéressés. Le geste est plutôt bien calculé et en dehors des valeurs morales. Donner c'est souvent atteindre de manière subliminale quelque chose. Même s'il s'agit d'une chose immatérielle. Pour survivre à travers le pouvoir de la générosité, beaucoup de gens se tournent vers l'humanitaire et le caritatif, faute de mieux.

Tous ces éléments, combinés, permettent de comprendre les dessous de cet excès de zèle dont font preuve actuellement nos hommes d'affaires, semble-t-il, omniprésents à toutes les assiettes politiques, économiques et judiciaires. Maintenant, pour retourner cette vapeur de surchauffe qui pèse dans une "canicule politique" des plus cramoisies, on rebrousse chemin, car devant nous, c'est le brouillard, c'est le mur, c'est l'incertain qui risque de raser les banques, les hôtels et les villas.

Nos hommes d'affaires qui pensaient rouler Sidioca dans la farine par leur argent distribué à gogo lors des élections de mars 2007, aux fins de décupler plus tard " par procédé de récupération" leurs investissements politiques, ont tourné le dos au président renversé, quand celui-ci s'est montré vigilant sur la chose publique. Ils n'ont point fait pitié de lui lorsqu'il a été démis de ses fonctions de premier magistrat de la république.

Mais, à leur surprise, le camp qu'ils allaient choisir s'est avéré au fur et à mesure le plus catastrophique pour l'avenir de leurs affaires : pas d'importation, pas d'exportation, pas de voyage et pas, pas, pas... Alors, comme des amnésiques, on saute sur la moins risquée des options, même si elle ridiculise, et qu'elle ne cadre pas avec notre choix.

Aujourd'hui, nos hommes d'affaires tâtent le pouls de Sidioca, de son épouse Mme Khattou Mint Boukhary, non pas pour rendre "à César ce qui appartient à César", mais pour chercher à les humilier encore, en sollicitant leur concours nécessaire à toute issue de l'impasse politique et par conséquent à la levée de la menace internationale qui risquerait de peser lourd sur l'économie nationale déjà mise à genoux à cause de la machine vorace des déprédateurs politiques et affairistes.

Parallèlement à la verve de nos hommes d'affaires, les politiques y mettent du leur pour conjurer le mal avant qu'il ne se répande à tous les coins de la maison dans laquelle il est déjà installé depuis le coup d'Etat. Alors que le ministre des Affaires étrangères et de la coopération assiste, aux côtés du sénateur Mohcen Ould El Haj et d'autres parlementaires, aux préparatifs du sommet de l'Union Africaine pour défendre le régime militaire, le Général Mohamed Ould Ghazouani a pris son bâton de pèlerin vers le Maroc.

Rabat soutient officieusement les militaires et son apport diplomatique au sein de l'Union Africaine, où elle dispose d'amis influents comme le Sénégal, pourrait être de grande utilité. Comme quoi, la bataille doit se livrer sur tous les fronts pour agrandir les chances de succès, amincies par les mises en garde répétées de la communauté

internationale.

Face donc aux options sérieuses que le Conseil de sécurité des Nations-unies pourrait envisager dans l'avenir, si la junte persévère dans son entêtement de confiscation de la légitimité, dont des mesures plus fermes pour isoler les putschistes, les milieux d'affaires ne savent plus où donner de la tête.

Le temps presse et, coûte que coûte, il faut bouger pour garantir un apaisement politique indispensable à la bonne santé des affaires, sinon évacuer les lieux avec le désastre que représentent les sanctions économiques et individuelles brandies par la communauté internationale.

Enfin, pourrait-on se demander, la tradition du gain facile à laquelle nos hommes d'affaires se sont habitués au cours des régimes précédents, notamment au cours de la dernière transition militaire, n'est-elle pas derrière le récent regain de médiation entrepris ces derniers temps pour s'épargner les rafales du grand cyclone financier qui risque de s'abattre sur le pays, si l'ordre constitutionnel reste encore l'une des moindres préoccupations du HCE ?

En somme, les bonnes affaires ne peuvent guère se passer de la libre circulation des biens et des personnes entre les Etats. C'est cette perspective qui profile à l'horizon si la communauté internationale est déterminée à l'application stricte de sa charte qui interdit tout changement politique par des voies anticonstitutionnelles.

Mohamed Ould Mohamed Lemine mdhademine@yahoo.fr

Le Rénovateur Quotidien (Mauritanie)

---

```
<!-- google_ad_client = "pub-9841313673627924"; /* 468x60, date de création 30/12/08 */ google_ad_slot = "7744520659"; google_ad_width = 468; google_ad_height = 60; //--> <script type="text/javascript" src="http://pagead2.googlesyndication.com/pagead/show_ads.js">
```